

OPINIONS SUR LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

Texte d'une interview accordée par le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, M. L. Pearson, à M. Robert Reford, de la Société Radio-Canada, et diffusée le 23 avril 1954 par la station CBO, au programme hebdomadaire "Men Behind the News".

M. Reford:

Quel sera le thème de la Conférence de Genève?

M. Pearson:

La Conférence a été convoquée pour étudier les questions coréenne et indochinoise. Ces deux points donneront lieu à des débats séparés, auxquels participeront respectivement deux groupes distincts d'invités.

Pour ce qui est de la Corée, la Conférence de Genève constitue, en quelque sorte, une seconde mesure en vue d'apporter la paix à ce pays, la première ayant porté, évidemment, sur la conclusion d'un armistice. Cette dernière réalisation a exigé, comme vous le savez, près de deux années de négociations ardues avec les chefs communistes chinois et coréens. Mais ces pourparlers ont abouti finalement à un accord sur un cessez-le-feu. Un important pas en avant était franchi. C'est à partir de là que nous tentons maintenant de progresser. Si, et j'insiste sur cette condition, nous pouvons réaliser un véritable règlement politique pour la Corée, cela, sans aucun doute, contribuerait sensiblement à atténuer la guerre froide.

M. Reford:

Est-il quelques points particuliers sur lesquels le Canada tentera d'insister à la Conférence?

M. Pearson:

Nous envisageons l'ensemble du problème coréen en fonction des Nations Unies, comme une question à régler dans le cadre de l'ONU. C'est à cause de ses obligations envers l'ONU que le Canada a participé aux efforts déployés pour repousser l'agression en Corée. Les objectifs sur lesquels nous appuierons à Genève sont donc ceux des Nations Unies. Ces objectifs, réaffirmés par l'Assemblée générale des Nations Unies le 28 août dernier, se ramènent à la «réunification par des moyens pacifiques». Ce que les Nations Unies cherchent à réaliser, c'est une Corée unifiée, indépendante et démocratique, placée sous un régime de gouvernement représentatif. Voilà notre objectif ultime et celui que notre délégation ne manquera pas de faire valoir. Si nous ne pouvons, à Genève, accomplir de progrès marqués vers la réalisation de ce but, nous ferons au moins tout ce qui est en notre pouvoir pour maintenir le présent accord d'armistice et laisser la porte ouverte à de nouvelles négociations. Nous devons, si possible, empêcher tout recours à une reprise du combat.

M. Reford:

Une telle attitude vaudra pour les débats sur la Corée, auxquels nous participerons pleinement, mais qu'en sera-t-il de l'Indochine? Nous ne sommes pas directement in-

téressés dans cette partie du monde, du moins pas dans le même sens qu'à l'égard de la Corée, où nous avons des troupes combattant sous le commandement des Nations Unies. Quel rôle jouerons-nous quand l'attention de la Conférence se portera sur l'Indochine?

M. Pearson:

A titre de pays du Pacifique aussi bien que de l'Atlantique, nous sommes naturellement intéressés au plus haut point à tout ce qui peut se faire pour pacifier et stabiliser la situation en Indochine ainsi que renforcer la sécurité du Sud-Est asiatique. Notre délégation suivra certes avec le plus vif intérêt les débats sur l'Indochine. Je ne sais si nous ferons davantage. Nous n'avons pas encore été invités à la partie de la conférence consacrée à l'Indochine. Cela, je pense, se comprend assez bien. En dépit de l'intérêt que nous portons à l'Indochine, nous n'avons, quant à cette région, aucune obligation directe. La situation diffère à maints égards de celle qui entoure le problème coréen, auquel nous sommes directement intéressés. La Corée pose depuis des années un problème aux Nations Unies, mais non l'Indochine, du moins dans ce sens. Aucun des pays intéressés n'a déferé aux Nations Unies le conflit armé qui se poursuit en Indochine. Les Nations Unies n'ont donc pris aucune décision à ce sujet et, en conséquence, le Canada n'assume aucune obligation particulière à l'endroit de cette contrée. Tout ce que je puis dire, c'est que nous aurons une délégation à Genève et si nous pouvons accomplir quoi que ce soit d'utile, nous le ferons volontiers.

M. Reford:

Tant qu'une conférence n'est pas ouverte il est impossible d'en prédire la tournure. Mais quel espoir entretenez-vous que celle de Genève aboutisse à quelque succès?

M. Pearson:

Personnellement, je n'entretiens pas d'optimisme excessif quant à la perspective d'un succès spectaculaire ou rapide à Genève. Mais il serait insensé et erroné de ne rien attendre de cette conférence, à laquelle participeront les chefs des principaux gouvernements et qui seront étudiées d'importantes questions qui divisent présentement le monde. Nous entendons certes faire tout ce que nous pouvons pour préparer la voie au progrès, et souhaitons qu'il y ait progrès.

Autre point à noter: Pour la première fois à Genève, les communistes chinois assisteront à une conférence consacrée aux problèmes asiatiques. Cette conférence devrait donc nous offrir une excellente occasion d'observer leur attitude et de juger de leurs vues, de leurs intentions et de leurs tactiques en ce qui touche les questions d'Extrême-Orient en général.

M. Refor

J'estim
son, que
plus d'e
d'Etat oc
munistes
vous avez
de présid
nées précé
mission d
en vue c
que la pr
muniste a
ces entre
participat
communis
simplemen
propagan
sations ce

M. Pearso

Eh bie
me perm
à savoir c
communis
nés de la
sont seuls
pouvons
présence
rence de
l'aboutir
dont elle
munistes
le mome
ritoire et
mes et de
arriver à
liée cette
nous faut
va de la
la Corée
à Pan M
États-Un
mandem
finalemen
Passon
présence
nistes, C
uniquem
propagat
sations c
participat
les possi
pourrait
pays dev
entente
quelque
de prop
nous rés
l'ignore
propaga

M. Refo

Il ser
ment la
l'une en
tionale